

LA VÉRITÉ



PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

Bulletin intérieur Prix : 2 francs

1<sup>er</sup> MAI

Journée mondiale de

Lutte revendicative

et de

Solidarité Internationale du prolétariat

1<sup>er</sup> MAI DE LUTTE

pour l'échelle mobile des salaires pour le pain à 4 fr. 90

LES TROTSKYSTES AVAIENT RAISON!

Les dirigeants de la C. G. T. s'inclinent devant la volonté d'action de la classe ouvrière

Grève générale!

La commission administrative de la C.G.T. donne l'ordre de grève le 1<sup>er</sup> mai, plongeant dans la stupeur les ouvriers qui, par discipline, se firent les défenseurs de sa politique capitaliste.

sous la signature de Hénaff ce criant et honnête mensonge. N'aurait-il pas été le 1<sup>er</sup> mai 1945 en travaillant, pour écraser le fascisme et pour nos revendications (?)

C'est en pleine connaissance de ces faits que les Beaumont, les Nennig, les Coste, les Hénaff « dénonçaient » dans les assemblées générales les plus récentes les ouvriers qui préconisaient la grève et leur reprochaient leur « gauchisme » ou leur trotskysme.

Le sabotage par les trusts de la remise en marche de la production, les agressions du gouvernement à leur solde contre les libertés démocratiques, l'offensive contre la laïcité (favorisée par la main tendue de Maurice Thorez), la famine organisée pour préserver les intérêts des grossistes millionnaires.

Mais c'est aussi en pleine connaissance des faits que ces « dirigeants » syndicaux ont traité les ouvriers conscients de provocateurs, d'agents hitlériens (et osèrent même livrer certains à la police!), accusés qui d'avaient aujourd'hui été des colonnes infâmes, puis que la C.G.T. a dû adopter officiellement leur position.

La grande victoire des travailleurs

Cette décision fut, en réalité, arrachée par la combativité ouvrière. Par leurs protestations, par l'organisation de referendum qui montrèrent que 80 % des métallos étaient pour la grève, par leurs interventions courageuses dans les assemblées syndicales et jusque dans les réunions intérieures du P.C.F., les ouvriers conscients ont réussi à imposer le combat à une direction capitaliste.

En imposant à la C.A. la grève générale du 1<sup>er</sup> mai, les ouvriers conscients ont remporté une immense victoire pour l'ensemble des masses laborieuses. Ils ont ressoudé dans l'ACTION l'unité de front de la classe ouvrière. Ils ont rendu aux classes moyennes l'espoir d'en finir avec leur sort misérable.

Les "gauchistes" et les trotskystes ont eu raison!

Oui, les "gauchistes" et les trotskystes ont eu raison, et avec eux à eu raison l'immense majorité des travailleurs! La calomnie, le mensonge, la délation n'ont pu les empêcher d'avoir raison et leur raison de s'imposer. Déjà, lorsque Coste lança son mot d'ordre de soumission à la bourgeoisie, les travailleurs d'abord. Revendicatifs ensuite, des militants syndicaux furent traités de gauchistes et basement calomniés pour s'y être opposés.

d'une orientation entièrement nouvelle de la C.G.T. Elle doit marquer la rupture définitive avec les méthodes de calomnie et de répression qui couvraient l'abandon des intérêts ouvriers et annoncer le rétablissement de la démocratie syndicale. Chaque ouvrier, chaque tendance doit jouer du libre droit d'expression et de critique dans le cadre de la discipline commune.

Grève générale pour le pain à 4 fr. 90

La résolution de la C.A. est très imprécise quant aux objectifs de la grève générale. Celle-ci ne doit pas être une manifestation platonique ni un « avertissement solennel », mais la première journée d'une lutte active contre la réaction grandissante, pour le pain à 4 fr. 90 et pour l'échelle mobile des salaires.

1° Imposer au gouvernement des trusts le retour du prix du pain à 4 fr. 90, le déficit du budget ne devant pas être couvert par de nouveaux sacrifices des masses populaires mais par la confiscation des bénéfices de guerre; 2° contre la montée incessante des prix que le gouvernement favorise — et qu'il est d'ailleurs parfaitement incapable d'enrayer —, l'établissement de l'échelle mobile des salaires sur la base d'un rajustement immédiat de

10 francs de l'heure. A chaque augmentation du coût de la vie doit correspondre une augmentation égale des salaires calculée sur un indice des prix établi par la C.G.T. La stabilisation — si elle a lieu — doit se faire non pas par une nouvelle amputation du pouvoir d'achat des masses mais par une compression des bénéfices des capitalistes engraisés par cinq ans de guerre.

Unité d'action pour la solidarité internationale ouvrière!

Le communiqué de la C.A. préconise la réalisation d'une véritable Internationale syndicale ouvrière. Il faut bien admettre, en effet, qu'une telle Internationale n'existe pas et ne peut exister si elle exclut de ses rangs l'immense armée des prolétaires allemands, nos frères de

classe, qui peinent et souffrent depuis douze ans sous la plus odieuse tyrannie que la bourgeoisie ait encore mise au monde. Pour la solidarité avec le prolétariat allemand, pour le soutien de tous les ouvriers du monde en lutte pour leur émancipation, front unique prolétarien!

Unité d'action contre les bandes fascistes!

La commission administrative de la C.G.T. a parfaitement raison de fixer comme un des objectifs de la lutte contre les trusts et leurs agents : les cagoullards, les P.P.F. et les F.S.F.

dont il ne parle toujours pas la liste! Les dirigeants de la C.G.T. reconnaissent le danger. Il n'est que temps! Le désarmement et la dissolution des G.C.R., réalisés par Thorez, ont été mis à profit par la réaction. Pour assurer la sécurité des organisations et des manifestations ouvrières, il faut reconstruire les Milices du peuple, criminellement liquidées, et imposer le droit du peuple à l'armement.

Vive la grève générale pour le pain et l'échelle mobile!

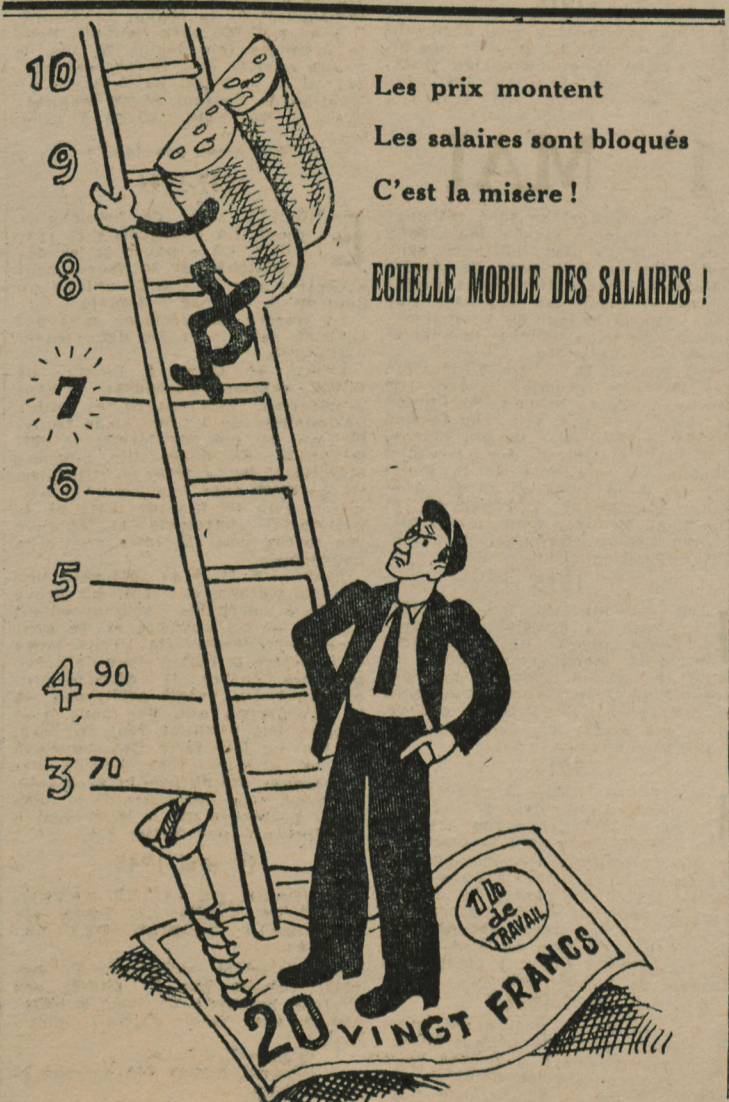
La grève générale doit, par sa puissance, imposer le silence à tous les ennemis du peuple. Le P.C.I. appelle tous les travailleurs à répondre à l'appel de la C.G.T. et à manifester le 1<sup>er</sup> mai, de la Bastille à la Nation. Une vaste campagne doit être entreprise pour assurer à cette manifestation un plein succès.

VIVE L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES! A LA PORTE PARODI! GOUVERNEMENT P.S., P.C.F., C.G.T. Le combat ne sera pas gagné en une seule journée. Il faut faire appel à l'initiative enthousiaste des masses populaires. Appeler, comme le fait la C.G.T., à récupérer la journée chômée, c'est affaiblir dangereusement le mouvement et faire preuve d'un manque de résolution peu propre à soulever l'enthousiasme. A bas la récupération! Travailleurs, imposez à la direction syndicale une politique de classe sans équivoque.

Déposez les cahiers de revendications à la direction le lundi 30 avril. Mardi matin, rendez-vous en masse aux réunions locales et de là à la Bastille. Un seul drapeau, le drapeau rouge! Un seul chant, l'Internationale!

Vive la grève générale du 1<sup>er</sup> mai! Vive l'unité d'action ouvrière pour le pain et l'échelle mobile!

LA VÉRITÉ



Les prix montent Les salaires sont bloqués C'est la misère!

ECHELLE MOBILE DES SALAIRES!

Cahier de Revendications (1)

- 1. — Application à tous les salaires de l'augmentation demandée par la C.G.T. à la Commission nationale des salaires pour les outilleurs (moyenne : 10 francs de l'heure) (2).
2. — Echelle mobile des salaires, traitements et retraites (3).
3. — Allocations de chômage égales à 80 % du tarif indiqué plus haut, calculé sur la base de l'horaire hebdomadaire en vigueur.
4. — Retraite aux vieux travailleurs égale à 80 % du tarif indiqué et calculé sur la base de l'horaire hebdomadaire en vigueur (4).
5. — Retour immédiat sans dérogations aux 40 heures sans diminution de salaire.
6. — Retour aux cinq catégories de la convention collective de 1936 avec le maintien des coefficients de 1936, s'échelonnant de 100 pour les manœuvres à 155 pour les outilleurs (2).
7. — Paiement des heures supplémentaires sur la base des pourcentages de la convention collective de 1936.
8. — Contrôle ouvrier sur la validité des heures supplémentaires.
9. — Contrôle ouvrier et technicien sur l'embauche, la débauche et la qualification.
10. — Contrôle ouvrier sur les temps.
11. — Réintégration des prisonniers et déportés dans leur emploi, après l'octroi de leur congés payés (aux taux actuels) depuis leur départ de l'usine.
12. — Paiement immédiat aux prisonniers et déportés d'une indemnité de six mois de salaires, calculée sur la base des salaires horaires actuels et du temps de travail hebdomadaire en vigueur actuellement.
13. — Paiement ultérieur aux prisonniers et déportés d'une indemnité spéciale, calculée par les organisations populaires de prisonniers et déportés, afin de rembourser aux prisonniers la solde journalière des soldats durant leur captivité et aux déportés le demi-salaire mensuel accordé par les contrats de départ en Allemagne.
14. — Pour les travailleurs coloniaux et immigrés, mêmes droits syndicaux et mêmes salaires qu'aux travailleurs français.
15. — Contrôle ouvrier sur la production par les délégués élus et révoquables par l'ensemble du personnel.
16. — Contrôle ouvrier sur les livres de comptes et sur les bénéfices par les délégués élus par l'ensemble du personnel.
17. — Contrôle ouvrier et gestion ouvrière de la cantine (5).
18. — Abaissement de la cotisation ouvrière aux Assurances sociales (retourner aux 4 %). Gestion des caisses d'Assurances sociales par la C.G.T.
19. — Suppression de la retenue de l'impôt fédéral et de la taxe d'armement sur les salaires.
20. — Etablissement d'un fichier de santé par des médecins spécialisés. Contrôle ouvrier sur l'hygiène et la sécurité.
21. — Pour les jeunes et les femmes, application immédiate et intégrale du principe « à travail égal, salaire égal ».
22. — Pour les femmes, deux mois de congé avant l'accouchement et deux mois après, payés intégralement sur la base des salaires habituels.
23. — Organisation de crèches sous contrôle ouvrier et médical.
24. — Eligibilité à partir de dix-huit ans.
25. — Droit de vote pour tous les ouvriers, quel que soit leur âge.
26. — Paiement d'un minimum vital pour les apprentis, au tarif demandé par le Syndicat des métaux.
27. — Contrôle ouvrier sur l'apprentissage.
28. — Subventions patronales pour l'équipement des clubs sportifs et l'organisation des loisirs des jeunes ouvriers et ouvrières.
29. — Application immédiate pour les jeunes de moins de vingt ans de trois heures d'éducation physique par semaine pendant le temps de travail et payées.
30. — Reconnaissance du droit de grève sans restriction.

(1) Ce cahier de revendications est un type que La Vérité propose aux syndicats. Il a été surtout adapté aux revendications des métallos. Il doit être précisé suivant les corporations.
(2) H. Raynaud, à l'assemblée des cadres syndicaux, a précisé, il y a un mois, que la C.G.T. a proposé la modification des catégories de 1936, qui étaient de 100 pour les manœuvres à 155 pour les outilleurs, à 100 pour les manœuvres et 185 pour les outilleurs. Cette modification entraînerait, en prenant comme base 23 francs pour les manœuvres, 42 fr. 55 pour les outilleurs, c'est-à-dire une proposition moyenne d'augmentation de 3 francs aux manœuvres et de 12 francs pour les outilleurs. La proposition Raynaud doit être rejetée avec cette différenciation injuste. Nous pensons qu'il faut une augmentation égale pour tous sur la base de la proposition pour les outilleurs.
(3) L'échelle mobile des salaires, traitements et retraites, c'est le rajustement permanent des salaires calculés sur les indices des prix, établi par la C.G.T., partant de la base des salaires rajustés préalablement.
(4) Cette revendication pour les vieux travailleurs est demandée par les syndicats belges et mise en avant dans les récentes grèves des mineurs et des dockers.
(5) Les expériences de gestion ouvrière des cantines sont plus ou moins abandonnées dans les usines devant les difficultés de ravitaillement. Il ne faut pas abandonner les gestions ouvrières. Mais, pour en sortir, il n'y a qu'une méthode, c'est la création de groupements d'achat rassemblant les délégués élus des municipalités ouvrières, comités de ménagères, comités de petits commerçants et comités de cantine.

Il y a 28 ans... RUSSIE 1917... LE 1<sup>er</sup> MAI 1917 Le chômage est complet dans toutes les entreprises, administrations et services municipaux. Des manifestations se déroulent sur toute l'étendue de la Russie. Dans les tranchées du front, les soldats manifestent par des chants révolutionnaires. En réponse, les lignes allemandes retentissent parfois des mêmes chants. A l'arrière, les prisonniers de guerre allemands et autrichiens se mêlent aux cortèges ouvriers. La journée du 1<sup>er</sup> mai se déroule dans le calme malgré le mécontentement qui grandit contre le mauvais ravitaillement, contre la politique de réaction du gouvernement provisoire et surtout contre la guerre dont on ne voit pas la fin.

Un simulacre de démocratie : les élections municipales. Vive l'Assemblée Constituante !



# sur le front ouvrier



# Aide aux déportés

Tout a été fait pour restreindre la portée des élections qui viennent : campagne électorale écourtée, propagande des partis strictement limitée par les attributions de papier et par la menace de faibles amendes, élimination du vote des jeunes, des mobilisés, des réfractaires qui avaient quitté leur domicile. « Silence à la suréchéance des partis », dit de Gaulle; c'est ce projet d'étouffement de toute confrontation de programmes, toute critique de la politique de vie chère et de blocage des salaires, qu'il réalise.

En réalité, les élections municipales n'ont jamais représenté un moyen d'expression démocratique, les municipalités étant réduites à un rôle purement administratif. Elles n'ont pas l'autorité des préfets, fonctionnaires nommés par l'Etat et soustraits à tout contrôle populaire. Mais, de plus, les seuls partis censés représenter la classe ouvrière qui ont le droit de s'exprimer dans les présentes élections, n'abordent réellement aucun des problèmes fondamentaux qui intéressent le sort des classes travailleuses.

Le P.C.F., le P.S. et les élections. Il n'est pas question dans la propagande électorale du P.C.F. et du P.S. de lutte pour l'échelle mobile des salaires, de lutte pour un plan de production contrôlé par les ouvriers, de lutte pour le P.C.F. et pour les ouvriers à la lutte pour imposer que ce soient les riches qui payent les frais de la guerre. Leur politique est purement électorale, avec tout ce que cela comporte de manoeuvre et d'intrigues de coulisses.

Le P.S. qui, par moments, ne se prive pas d'arborer des formules « gauches » n'a pas honte de participer dans certaines localités, ou même d'organiser le bloc réactionnaire anticommuniste avec le M.R.P., parti de la réaction cléricaliste qui regroupe vichystes et bourgeois réactionnaires. Ailleurs, c'est sur l'initiative du P.C.F. que des listes uniques de « Résistance », où figure le même M.R.P., ont été déposées. Cette politique, prolongement de toute une politique d'union sacrée, vise à empêcher les travailleurs de regrouper leur force sur une base de classes. C'est en effet ce regroupement que les staliniens et réformistes craignent le plus en ce moment.

La C.G.T. et les élections. Pour la première fois, la C.G.T. participe aux élections. Contrairement à certaines tendances qui pensent que les syndicats doivent se garder de tout engagement politique, nous croyons que la C.G.T. doit participer à ces élections, mais loin de faire la coalition avec les partis bourgeois, elle doit tendre à faire triompher la politique de rupture avec la bourgeoisie, la politique de lutte de classes qui est sa base et sa raison d'être.

Unité d'action ouvrière. De simples élections n'ont jamais changé le sort des travailleurs. Celles du mois d'avril peuvent toutefois servir au regroupement des exploités. Il faut, pour cela, se séparer de la bourgeoisie. Il faut qu'au premier tour, des listes distinctes soient présentées, que les partis bourgeois puissent exposer leur programme. Au second tour, il faut faire le front de classe des partis ouvriers et de la C.G.T. contre les candidats de la bourgeoisie. S'il n'y a qu'un tour, votez pour les candidats ouvriers. Ce n'est qu'ainsi que les travailleurs prendront la signification qu'elles doivent avoir d'épreuve de force entre les travailleurs et les capitalistes. En 1936, la période des élections a été l'occasion d'une reprise de confiance de la classe ouvrière. En 1945, elles doivent signifier la même chose.

La parole au peuple : Vive l'Assemblée Constituante !

Le gouvernement convoque le corps électoral pour les élections municipales, que, d'ailleurs, il étirait et sabote en cours des préparatifs. Mais il se garde bien d'appeler les masses à élire une nouvelle Assemblée Constituante. La comédie de la Consultative est bien plus comode. Elle permet une vie bien plus tranquille à ce gouvernement qui ne répond même pas à la légitime demande de retour en cours des préparatifs. Mais il se garde bien d'appeler les masses à élire une nouvelle Assemblée Constituante. La comédie de la Consultative est bien plus comode. Elle permet une vie bien plus tranquille à ce gouvernement qui ne répond même pas à la légitime demande de retour en cours des préparatifs.

Le gouvernement de Gaulle ne représente rien d'autre que les intérêts d'une poignée de banquiers et de gros capitalistes. Il ne vit que grâce à la soumission des chefs ouvriers à la politique de la bourgeoisie. Les travailleurs ne veulent plus du bon plaisir de de Gaulle, ni de sa tentative de retour en cours des préparatifs. Ils veulent le retour en cours des préparatifs. Ils veulent le retour en cours des préparatifs. Ils veulent le retour en cours des préparatifs.

## Les travailleurs manifestent leur volonté : 1<sup>er</sup> Mai, grève revendicative !

Ces informations sont antérieures au tournant du C.C.N. Elles méritent d'être gardées car elles montrent l'admirable sursaut qui a soulevé l'ensemble de la classe ouvrière contre la capitulation.

★ CAUDRON-RENAULT. Un referendum est organisé parmi les ouvriers sur la question du 1<sup>er</sup> mai. 70 à 80 % des gars votent pour la grève. Un bon nombre de militants du P.C.F. ont voté pour la grève malgré les directives de leur parti. Il est vrai que pour de vieux militants il est des directives auxquelles il est vraiment trop dur de se plier !

★ INDUSTRIELLE DES TELEPHONES. La Commission exécutive prend l'initiative de réunir les cinq collèges ouvriers ainsi que les trois collèges techniciens. Elle soumet à la discussion les décisions prises au C.C.N. et la question du travail du 1<sup>er</sup> mai. Les délégués mettent la question aux voix. La grande majorité de la salle se prononce pour la grève.

★ S. N. C. A. C. Au cours d'une délégation de femmes chez Parodi, un responsable à la commission comme délégué, un manque de fermeté et la peur manifeste des responsabilités, qui caractérise la direction des métaux. Il explique sa position d'abord à l'usine, puis à une réunion centrale des métaux en indiquant qu'il pense que l'orientation de la politique syndicale est mauvaise et qu'elle s'écarte de plus en plus des masses.

★ CONGRES INTERSYNDICAL DU XVII<sup>e</sup>. Au congrès du centre intersyndical du 17<sup>e</sup>, un délégué des Accusés demande qu'on débraye malgré les décisions du C.C.N.

★ CITROEN. Une discussion a lieu à la commission exécutive centrale sur la question du 1<sup>er</sup> mai. Sur 40 délégués, trois seulement sont pour le travail. Les autres ne prennent pas nettement position, mais protestent contre la décision du C. C. N.

★ CHEZ CITROEN (Levallois). Tout le monde est pour la grève, mais les ouvriers proposent de récupérer le samedi. Camarades ! La récupération est une capitulation sur le plan revendicatif.

★ LA LORRAINE. Les délégués d'atelier ont beaucoup de mal à se faire comprendre des gars. Ils se font même sérieusement enquereler sur la question du travail du 1<sup>er</sup> mai : « Les fêtes religieuses sont chômées », disent les ouvriers. D'ici à ce que la C.F.T.C. d'Argenteuil vous explique que les curés sont plus revendicatifs que le bureau confédéral.

★ LA GRÈVE DU PREMIER MAI. Partout la politique des dirigeants de la C.G.T. qui décide en C.C.N., sans aucune consultation de la base, de donner un trait de plume sur le 1<sup>er</sup> mai, soulève des protestations indignées. Exigez la démocratie syndicale à tous les échelons.

★ CONGRES INTERSYNDICAL DU XVII<sup>e</sup>. Au congrès du centre intersyndical du 17<sup>e</sup>, un délégué des Accusés demande qu'on débraye malgré les décisions du C.C.N.

★ S. N. C. A. C. Au cours d'une délégation de femmes chez Parodi, un responsable à la commission comme délégué, un manque de fermeté et la peur manifeste des responsabilités, qui caractérise la direction des métaux. Il explique sa position d'abord à l'usine, puis à une réunion centrale des métaux en indiquant qu'il pense que l'orientation de la politique syndicale est mauvaise et qu'elle s'écarte de plus en plus des masses.

★ CONGRES INTERSYNDICAL DU XVII<sup>e</sup>. Au congrès du centre intersyndical du 17<sup>e</sup>, un délégué des Accusés demande qu'on débraye malgré les décisions du C.C.N.

★ CITROEN. Une discussion a lieu à la commission exécutive centrale sur la question du 1<sup>er</sup> mai. Sur 40 délégués, trois seulement sont pour le travail. Les autres ne prennent pas nettement position, mais protestent contre la décision du C. C. N.

★ CHEZ CITROEN (Levallois). Tout le monde est pour la grève, mais les ouvriers proposent de récupérer le samedi. Camarades ! La récupération est une capitulation sur le plan revendicatif.

★ LA LORRAINE. Les délégués d'atelier ont beaucoup de mal à se faire comprendre des gars. Ils se font même sérieusement enquereler sur la question du travail du 1<sup>er</sup> mai : « Les fêtes religieuses sont chômées », disent les ouvriers. D'ici à ce que la C.F.T.C. d'Argenteuil vous explique que les curés sont plus revendicatifs que le bureau confédéral.

★ LA GRÈVE DU PREMIER MAI. Partout la politique des dirigeants de la C.G.T. qui décide en C.C.N., sans aucune consultation de la base, de donner un trait de plume sur le 1<sup>er</sup> mai, soulève des protestations indignées.

★ LA GRÈVE DU PREMIER MAI. Partout la politique des dirigeants de la C.G.T. qui décide en C.C.N., sans aucune consultation de la base, de donner un trait de plume sur le 1<sup>er</sup> mai, soulève des protestations indignées.

★ CONGRES INTERSYNDICAL DU XVII<sup>e</sup>. Au congrès du centre intersyndical du 17<sup>e</sup>, un délégué des Accusés demande qu'on débraye malgré les décisions du C.C.N.

★ S. N. C. A. C. Au cours d'une délégation de femmes chez Parodi, un responsable à la commission comme délégué, un manque de fermeté et la peur manifeste des responsabilités, qui caractérise la direction des métaux.

★ CONGRES INTERSYNDICAL DU XVII<sup>e</sup>. Au congrès du centre intersyndical du 17<sup>e</sup>, un délégué des Accusés demande qu'on débraye malgré les décisions du C.C.N.

★ CITROEN. Une discussion a lieu à la commission exécutive centrale sur la question du 1<sup>er</sup> mai. Sur 40 délégués, trois seulement sont pour le travail. Les autres ne prennent pas nettement position, mais protestent contre la décision du C. C. N.

★ CHEZ CITROEN (Levallois). Tout le monde est pour la grève, mais les ouvriers proposent de récupérer le samedi. Camarades ! La récupération est une capitulation sur le plan revendicatif.

★ LA LORRAINE. Les délégués d'atelier ont beaucoup de mal à se faire comprendre des gars. Ils se font même sérieusement enquereler sur la question du travail du 1<sup>er</sup> mai : « Les fêtes religieuses sont chômées », disent les ouvriers. D'ici à ce que la C.F.T.C. d'Argenteuil vous explique que les curés sont plus revendicatifs que le bureau confédéral.

★ LA GRÈVE DU PREMIER MAI. Partout la politique des dirigeants de la C.G.T. qui décide en C.C.N., sans aucune consultation de la base, de donner un trait de plume sur le 1<sup>er</sup> mai, soulève des protestations indignées.

★ LA GRÈVE DU PREMIER MAI. Partout la politique des dirigeants de la C.G.T. qui décide en C.C.N., sans aucune consultation de la base, de donner un trait de plume sur le 1<sup>er</sup> mai, soulève des protestations indignées.

★ CONGRES INTERSYNDICAL DU XVII<sup>e</sup>. Au congrès du centre intersyndical du 17<sup>e</sup>, un délégué des Accusés demande qu'on débraye malgré les décisions du C.C.N.

★ S. N. C. A. C. Au cours d'une délégation de femmes chez Parodi, un responsable à la commission comme délégué, un manque de fermeté et la peur manifeste des responsabilités, qui caractérise la direction des métaux.

★ CONGRES INTERSYNDICAL DU XVII<sup>e</sup>. Au congrès du centre intersyndical du 17<sup>e</sup>, un délégué des Accusés demande qu'on débraye malgré les décisions du C.C.N.

★ CITROEN. Une discussion a lieu à la commission exécutive centrale sur la question du 1<sup>er</sup> mai. Sur 40 délégués, trois seulement sont pour le travail. Les autres ne prennent pas nettement position, mais protestent contre la décision du C. C. N.

★ CHEZ CITROEN (Levallois). Tout le monde est pour la grève, mais les ouvriers proposent de récupérer le samedi. Camarades ! La récupération est une capitulation sur le plan revendicatif.

★ LA LORRAINE. Les délégués d'atelier ont beaucoup de mal à se faire comprendre des gars. Ils se font même sérieusement enquereler sur la question du travail du 1<sup>er</sup> mai : « Les fêtes religieuses sont chômées », disent les ouvriers. D'ici à ce que la C.F.T.C. d'Argenteuil vous explique que les curés sont plus revendicatifs que le bureau confédéral.

★ LA GRÈVE DU PREMIER MAI. Partout la politique des dirigeants de la C.G.T. qui décide en C.C.N., sans aucune consultation de la base, de donner un trait de plume sur le 1<sup>er</sup> mai, soulève des protestations indignées.

Les prisonniers de guerre, les travailleurs forcés, les déportés politiques arrivent chaque jour par milliers. Le mouvement ouvrier va retrouver les meilleurs de ses combattants ceux qui au moins ont survécu à des années de faim et de mauvais traitements dans les camps de Weimar, Hanovre, Osnabrück, etc...

Leur préoccupation légitime sera de retrouver les mouchards et les lâches qui les ont livrés, les flics qui les ont frappés, les juges qui les ont condamnés ou livrés à la Gestapo. Les gars du S. T. O. auront des comptes à demander à l'agent de maîtrise ou au patron auquel ils doivent les années de déportation. Avec notre parti, ils lutteront pour une véritable épuration, que seuls, les tribunaux populaires peuvent réaliser.

Pour les camarades que nous avons interrogés signaient la mauvaise organisation du rapatriement et de l'accueil, l'incurie complète de l'administration où des bêtises s'engraissent avec des traitements de 200.000 francs sans rien faire pour les prisonniers. Les mécontents sont très vifs contre ces parasites importants, et les accrochages ne sont pas rares. Sur leur vie en Allemagne, ils donnent presque tous les mêmes renseignements : la désorganisation de tous les services, du ravitaillement des transports ; les destructions inouïes.

A la question : — Mais que pensent les Allemands ? la réponse habituelle est : — Ils en ont tous marre depuis longtemps. — Et les ouvriers allemands ? — Oh ! les ouvriers, eux, ce n'est pas nouveau, ils ne sont pas pour le régime ! Mais alors, pourquoi ne se révoltent-ils pas ? — Ils ne peuvent pas, la Gestapo et les S. S. sont restés jusqu'au bout. Dans l'armée, ils maintiennent la discipline par la terreur ; dans les régions encerclées, tous les habitants de se rendre ou abattus immédiatement à la mitrailleuse. Des Américains nous ont raconté cette histoire cent fois.

Ces camarades prisonniers et déportés ont pu voir de leurs yeux que la terreur policière que les Français ont connue pendant qu'ils existaient en Allemagne, depuis deux ans. De 1933 à 1939, les tribunaux nazis ont distribué 600.000 années de prison aux antifascistes. Camarades déportés, vous avez le devoir d'éclairer les masses populaires françaises sur la vie réelle en travaillant en Allemagne. La lutte sourde des travailleurs de la base contre les nazis, agents sangnians du capitalisme. Reconnaissez les violences que les S.S. ont exercé contre vous et vos camarades, mais ne laissez ni couper la parole, ni contredire par le mensonge le retour de la Légion d'honneur, lorsque vous parlez de l'accueil et de l'aide que vous ont apporté les ouvriers et les petits paysans allemands parfois au péril de leur vie.

Les officiers font des discours moralisateurs aux prisonniers. Les organisations réactionnaires (P.S.F., Action Française, etc...) ou fascistes dissoutes, essaient de rééditer un mouvement prisonnier semblable à celui de Pétain pour exhorter leur reconstitution. Ils tentent d'entretenir un esprit ancien prisonnier similaire à l'esprit ancien combattant des organisations de droite d'après 1918. Pour combattre ce danger, l'accueil des prisonniers ne doit pas rester entre les mains de fonctionnaires incapables, ni de dames patronnesses.

Les Syndicats ouvriers et les Comités de ménages doivent connaître des groupements populaires d'accueil qui devront disposer de toutes les subventions gouvernementales et de tous les locaux nécessaires. Ils devront prendre la tête de la lutte pour : — une indemnité sérieuse aux déportés ; six mois du salaire actuel de la catégorie ; — la réquisition des appartements des riches, des stocks de vêtements et de vivres ; — pour les malades, trop nombreux, la réquisition des luxueux hôtels de montagne.

Retour immédiat de tous les déportés !

### 1<sup>er</sup> MAI, JOURNÉE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DU PROLETARIAT.

Hénaff, dans la « V. O. », nous donne une curieuse version de la solidarité ouvrière internationale. Ecoutez-le : « Nous n'avons pas le droit de laisser accueillir par les autres les seuls efforts et seuls sacrifices pour une cause qui nous est commune. Que penseraient les prisonniers, les déportés, dans le cas où le 1<sup>er</sup> mai les travailleurs déposaient l'outil et le soldat le fusil ? Manifester le 1<sup>er</sup> mai, travaillant pour écraser le fascisme et pour nos revendications, c'est donc rester dans la tradition de lutte revendicative et de solidarité ouvrière du prolétariat. »

« Ainsi le camarade Hénaff pense que la meilleure façon de faire triompher nos revendications c'est de travailler. A force de nous voir travailler pour leur guerre, les capitalistes finiront par s'inquiéter et seront obligés de céder, n'est-ce pas, camarade Hénaff ? Il n'y aura plus besoin de « revendiquer ensuite ». Il suffit de travailler ensuite et de continuer à travailler ensuite. »

« Le camarade Hénaff appelle solidarité ouvrière internationale le pire chauvinisme, celui que Liebknecht nommait « le contrat de la liste de classes ». Que penseraient les prisonniers et déportés, camarades, dans le cas où les travailleurs, acceptant votre politique capitaliste, renonceraient à lutter pour leurs salaires, contre la vie chère et pour leurs libertés et qu'en rentrant dans leur pays ils se trouveraient sans défenses contre un patronat tout-puissant, servi par un gouvernement de dictature personnelle et subventionnant de plus en plus ouvertement les bandes du fascisme contre qui ils étaient censés combattre ? Ils diraient qu'ils ont été trahis et ils auraient raison. »

« Le bulletin « Le Cheminot de la rive gauche » publie à ce propos le récit d'un jeune cheminot déporté à Cologne depuis 1942 : « La population (de Cologne) semble passive et ne se montre pas hostile envers nous. Lors de l'arrivée des Américains ; nous préférons rester et attendre les alliés ; certains Allemands nous préviennent de nous cacher et de nous méfier des SS (souligné dans le texte), qui fusillent ceux qui refusent d'évacuer. »

Et plus loin : « Voici Paris : service d'ordre, les flics nous semblent toujours les mêmes. » Et le camarade conclut : « Nous voulons travailler à leur libération (des prisonniers) et à la destruction des ennemis du peuple. » Quelle différence entre les paroles du social-chauvin et celles de cet ouvrier honnête !

« Ce qui a frappé ce dernier c'est, d'une part, la solidarité manifestée par les travailleurs allemands malgré la répression la plus sanglante ; d'autre part, le fait que les mêmes flics qui paradaient les abords de la gare de l'Etat lorsqu'il fut déporté par force sont maintenant au pouvoir par le « gouvernement de la libération ». » Ces deux remarques sont l'illustration de la solidarité de fait qui unit les travailleurs de tous les pays contre leurs propres exploités. »

### 1<sup>er</sup> Mai 1916

Tracts distribués par Karl Liebknecht appelant les ouvriers de Berlin à manifester. Pour le 1<sup>er</sup> Mai 8 h. du soir QUE CEUX QUI SONT CONTRE LA GUERRE MANIFESTENT LE LUNDI POTSDAMER PLATZ (Berlin) 1<sup>er</sup> MAI 8 heures du soir DU PAIN LA LIBERTÉ ! LA PAIX !

Pour la seconde fois, le 1<sup>er</sup> Mai se lève sur une mer de sang, sur le sang des masses égorgées. Pour la seconde fois, la fête mondiale du travail trouve l'Internationale prolétarienne brisée en tronçons, tandis que les troupes du socialisme brévarié, réduites à l'impuissance, servent de chair à canon à l'impérialisme et s'égorgent les uns les autres. C'est-à-dire que les travailleurs de tous les pays, qu'est-ce que les peuples y ont gagné ? Des millions d'hommes se sont fait tuer sur l'ordre de la bourgeoisie. Des millions d'hommes ont été misérablement estropiés pour toute leur vie. Des millions de femmes sont devenues veuves, des millions d'enfants orphelins, des millions de familles ont vu entrer dans leur foyer une douleur et un deuil inconsolables.

Ce n'est pas tout ! La misère et la détresse, la disette et la famine règnent en Allemagne, en France, en Russie ; pour la Belgique, la Pologne et la Tchécoslovaquie, les millions d'Allemands aspirés, comme un vampire, tout le sang et toute la moelle, ce ne sont plus que d'immenses cimetières, d'immenses tas de décombres.

partout à travers le monde elle reconnaît LA JOURNÉE DE 8 HEURES. Le 23 avril 1919, une loi l'institue en France. L'objectif du Congrès de Paris est atteint après 29 ans de lutte. Mais cette concession n'entraîne nullement les ouvriers à abandonner leur grande journée de combat revendicatif.

Le 1<sup>er</sup> mai, 1<sup>er</sup> mai des martyrs de Chicago, 1<sup>er</sup> mai des mitrailleurs de Fourmies, la classe ouvrière qui l'a rougi de son sang, s'y attache de toute sa force, il restera la grande journée de lutte du prolétariat du monde.

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

### 1<sup>er</sup> Mai 1936

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

### 1<sup>er</sup> Mai 1945

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

### 1<sup>er</sup> Mai 1945

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'internationalisme 1915. LES capitalistes ont décliné la guerre. La plupart des dirigeants ouvriers, les Guesdes, les Sembats, les Jouhaux, les Cachin, ont trahi la

## NOTRE 1<sup>er</sup> MAI

1<sup>er</sup> mai, journée de luttes revendicatives de la classe ouvrière. 1<sup>er</sup> mai, journée de solidarité internationale du prolétariat. 1<sup>er</sup> mai, épreuve de force où le prolétariat et la bourgeoisie s'affrontent. Tel est le 1<sup>er</sup> mai ouvrier, tel est notre 1<sup>er</sup> mai.

1886. EN octobre 1884, le congrès de la Fédération Syndicale des Etats-Unis et du Canada décide une levée en masse des travailleurs à une date déterminée, avec comme objectif la journée de 8 heures. La date choisie est le 1<sup>er</sup> mai 1886. Ce jour-là, de gigantesques manifestations rassemblent les ouvriers dans les rues et sur les places publiques. De nombreux travailleurs obtiennent satisfaction. Mais à cette journée reste attachée la figure des martyrs de Chicago : quatre militants ouvriers pendus par la bourgeoisie américaine, COMME MORALEMENT RESPONSABLES d'un attentat, commis vraisemblablement par un provocateur.

1916. Le souvenir du 1<sup>er</sup> mai 1916 reste lié à celui du courageux geste de Liebknecht qui illégalement vient à BERLIN et accueille par des milliers de travailleurs maudissant la guerre et que la police charge. Il y est arrêté en compagnie de Rosa Luxemburg.

1917. Le 1<sup>er</sup> mai 1917, à nouveau la Fédération des Métaux et son vaillant organe L'Union des Métaux font le procès de la guerre impérialiste. Ils appellent les travailleurs français au soutien de la révolution russe. Ils dénoncent la politique de la bourgeoisie. A la suite de sa parution deux fédérations (Chapellerie et Cuirs et Peaux), cinq unions départementales regroupent la minorité oppositionnelle.

Le 1<sup>er</sup> Mai : journée de lutte de lutte. Sous Pétain : CONTRE LA RELÈVE. Sous De Gaulle : CONTRE LA VIE CHERE. POUR L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES. Premier Mai de préparation à la greve générale contre la relève. UN DÉBRAYAGE GÉNÉRAL D'UNE DEMANDEUR LE LUNDI 1<sup>er</sup> MAI 8 HEURES DE GRANDE MANIFESTATION AVANT LE COMBAT. Lundi 1<sup>er</sup> Mai à 10 heures, débrayage général d'une demi-journée. Pour faire échec à la relève, il faut préparer la greve générale.